



Assemblée générale

Distr. générale
28 septembre 2012
Français
Original : anglais

Soixante-septième session
Point 8 de l'ordre du jour
Débat général

**Lettre datée du 26 septembre 2012 adressée au Président
de l'Assemblée générale par le Représentant permanent
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la déclaration de la délégation du Royaume-Uni, exerçant son droit de réponse à la déclaration faite par M. Mariano Rajoy, le 25 septembre 2012 devant l'Assemblée générale (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 8 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent du Royaume-Uni
de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Mark Lyall **Grant**



**Annexe à la lettre datée du 26 septembre 2012 adressée
au Président de l'Assemblée générale par le Représentant
permanent du Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

**Déclaration de la délégation du Royaume-Uni
de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, exerçant
son droit de réponse à la déclaration faite par le Premier
Ministre espagnol lors du débat général
le 25 septembre 2012**

Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord rappelle sa souveraineté sur Gibraltar et les eaux territoriales qui l'entourent et réaffirme que Gibraltar, en tant que territoire distinct reconnu par l'ONU et inscrit depuis 1946 sur la liste des territoires non autonomes, jouit des droits individuels et collectifs consacrés par la Charte des Nations Unies. La Constitution de Gibraltar de 2006 consacre entre le territoire et le Royaume-Uni des relations modernes et adultes qui ne pourraient en aucune manière être fondées sur le colonialisme.

Le Royaume-Uni renouvelle son engagement de longue date vis-à-vis du peuple de Gibraltar en vertu duquel il ne conclurait aucun accord qui aurait pour effet de transférer Gibraltar sous la souveraineté d'un autre État contre sa volonté. Il réaffirme qu'il n'entamera pas de négociation sur la souveraineté sans l'accord de Gibraltar.

Le Royaume-Uni fait observer que tout comme Gibraltar il souhaite poursuivre les discussions au sein du Forum tripartite de dialogue sur Gibraltar, comme le moyen le plus crédible, le plus constructif et le plus pratique de renforcer les relations entre Gibraltar, l'Espagne et le Royaume-Uni dans l'intérêt de toutes les parties. Toutefois, le Royaume-Uni reconnaît que l'activité du Forum ne peut continuer que si toutes les parties sont d'accord pour reprendre les travaux. Le Royaume-Uni déplore que le Gouvernement espagnol se soit retiré de ces discussions en 2011 et se déclare prêt à réfléchir à de nouvelles solutions qui permettent d'aller de l'avant dans le dialogue et la coopération sur des questions d'intérêt mutuel, par tous moyens qui cadreraient entièrement avec les intérêts, droits et obligations du peuple de Gibraltar.

Le Royaume-Uni se félicite des relations fortes qu'il entretient avec l'Espagne et continuera à œuvrer de manière constructive à la solution de toutes les questions concernant Gibraltar.